

La hausse des coûts de production des entreprises se ralentirait fortement en cours d'année, après un premier trimestre encore élevé : à la modération des salaires, qui se poursuivrait et se traduirait par un simple maintien du pouvoir d'achat, s'ajouterait celle des prix des matières premières, et d'abord du pétrole.

La décélération des coûts entraînerait celle des prix de production, en particulier dans l'industrie manufacturière, tout en permettant la poursuite

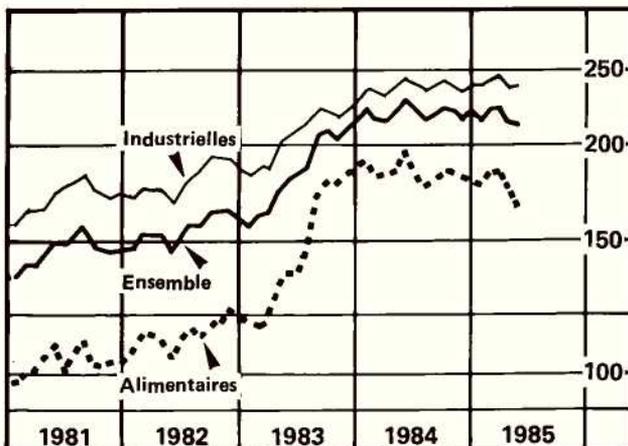
du rétablissement des marges des entreprises.

La hausse des prix de détail atteindrait 3,4 % au premier semestre à cause de la concentration des augmentations autorisées en début d'année, de la montée des prix des produits pétroliers et de l'accélération des prix alimentaires. Au second semestre, la modération des produits industriels et la baisse des prix de l'énergie limiteraient la hausse à 2 %, ce qui ramènerait le glissement annuel à 5,5 %.

### 1. Les prix des matières premières importées

L'évolution des prix des matières premières importées devrait être, en 1985, un des éléments moteurs de la poursuite de la désinflation en France. En effet, la baisse en dollars du prix du pétrole brut se poursuit depuis le début de l'année (voir le chapitre sur les échanges extérieurs). L'hypothèse retenue ici est le maintien du baril à 26,5 \$ -cours moyen observé en juin- jusqu'à la fin de l'année, après 28,7 \$ en moyenne en 1984.

De même, les cours en devises des autres matières premières importées ont poursuivi leur baisse au 1er trimestre. La stabilité des cours observée dans l'ensemble en avril et mai devrait se maintenir : pour les alimentaires, des récoltes trop abondantes pèsent sur les cours des denrées tropicales comme des oléagineux, qui devraient donc continuer à fléchir ; pour les industrielles, des stocks élevés, en particulier de métaux non ferreux (aluminium, cuivre), et la forte concurrence entre pays producteurs ne permettront qu'une légère reprise des prix, malgré la perspective d'une croissance encore soutenue de la demande mondiale.



**Matières premières importées**  
Indices des prix internationaux exprimés en francs

Base 100 en 1978/Bruts

Convertis en francs, les cours des matières premières importées autres que le pétrole sont restées stables au 1er trimestre, au niveau moyen de l'année 1984. Suivant le mouvement du dollar, la monnaie de cotation pour les 3/4 d'entre elles, ils se sont repliés au 2ème trimestre, à un niveau qu'ils conserveraient sur le reste de l'année. Au total, en glissement sur 1985, on observerait une baisse d'environ 10 % en francs des prix des matières premières alimentaires importées, de 6 % des énergétiques et une stagnation des industrielles.

## 2. Les salaires

Le ralentissement de la hausse du taux de salaire se poursuit en 1985 : d'après la dernière enquête du Ministère du Travail, le taux de salaire horaire ouvrier (TSH) a crû de 1,4 % du 1er janvier au 1er avril, tout en incluant une hausse du SMIC de 2,2 % au 1er avril ; il avait cru de 1,5 % au cours du même trimestre de 1984, où il n'y avait pas eu d'augmentation du SMIC.

Cette évolution modérée confirme l'absence, dans l'ensemble, de rattrapage de la perte de pouvoir d'achat du taux de salaire horaire enregistrée en 1984. D'ailleurs, les accords relativement nombreux signés au niveau des branches professionnelles se bornent le plus souvent à deux augmentations dans l'année : la première de 2 % en avril par rapport à octobre 1984, la seconde de 2 ou 2,5 % en septembre ou octobre, en conformité avec la norme d'évolution fixée par les Pouvoirs Publics.

Sur l'ensemble de l'année, la hausse du TSH serait voisine de celle prévue pour les prix à la consommation. Cela correspond à une légère réduction de l'écart entre la hausse des salaires minimaux (sur laquelle portent le plus souvent les accords des branches) et la hausse du TSH en 1985 par rapport en 1984 : en effet il n'est pas prévu cette année de coup de pouce sur le SMIC qui aurait tiré vers le haut le TSH ; et cette évolution suffit à assurer en moyenne annuelle le maintien du pouvoir d'achat du taux de salaire.

Au 2ème trimestre, outre l'enregistrement des réponses tardives de certains établissements concernant l'étape d'avril, la hausse du TSH inclura une revalorisation pour les smicards plus forte qu'au premier : + 2,5 % au 1er mai pour la moitié d'entre eux (ceux embauchés depuis 1982 étaient payés sur la base de 39 heures, ils le seront désormais sur la base de 40 heures) ; 1,96 % au 1er juillet pour tous, soit un simple rattrapage de la hausse des prix, sans "coup de pouce". Aussi la hausse du TSH pourrait-elle être légèrement supérieure à celle du 1er trimestre :

Le taux de salaire horaire					évolutions en glissement trimestriel %					
1984					Taux de salaire horaire	1985*				
84.1	84.2	84.3	84.4	GA		85.1	85.2	85.3	85.4	GA
1,5	2,0	1,0	1,7	6,4		1,4	1,6	1,2	1,1	5,4

Source : Ministère du Travail

Cette prévision reflète-t-elle le mode habituel de fixation du taux de salaire ? La modélisation économétrique aide à répondre : la croissance du taux de salaire réel est expliquée tendanciellement par la productivité, mais tient compte d'un facteur de tension sur le marché du travail. La forte croissance du chômage depuis 1980 pèse sur les gains des salariés :

	1983				1984				1985*			
	83.1	83.2	83.3	83.4	84.1	84.2	84.3	84.4	85.1	85.2	85.3	85.4
Salaire horaire moyen .....	3,4	2,6	2,5	2,1	1,7	1,5	1,7	1,5	1,5	1,3	1,5	1,3
Salaire expliqué .....	2,7	2,5	2,5	2,5	2,6	2,1	1,8	1,7	1,3	1,3	1,3	1,3
Résidu .....	0,7 <sup>1/</sup>	0,2	-	-0,4	-0,9	-0,6	-0,1	-0,2	0,2	-	0,2	-

1/ Effet de rattrapage dû à la sortie du blocage des prix

Il reste cependant une part d'inexpliqué, égale à 2,2 % de la mi-1983 à la mi-1984 et que l'on peut attribuer à l'effet transitoire du changement de mode d'indexation sur les prix. L'évolution retenue pour 1985 est compatible avec la prédiction

### Le suivi conjoncturel des salaires versés par les entreprises

Les données conjoncturelles sur les salaires sont issues de deux enquêtes réalisées par le Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle : une enquête trimestrielle sur le taux horaire ouvrier, en cours de refonte, et une enquête semestrielle sur les gains mensuels des ouvriers, employés et autres catégories socio-professionnelles. Ces deux enquêtes sont effectuées auprès des établissements de 10 salariés et plus, dans l'industrie, le commerce et les services, à l'exclusion des grandes entreprises nationales.

Le calcul des masses salariales dans les Comptes Nationaux Trimestriels s'appuie sur la seule enquête trimestrielle. Les évolutions fournies par cette enquête sont comparées, sur longue période et au niveau 40 de la nomenclature sectorielle, à celles qui ressortent, ultérieurement, des bilans des entreprises. Une correction de biais moyen leur est alors apportée, qui vise à prendre en compte, à la fois, les erreurs d'échantillonnage de l'enquête, toutes les primes versées aux ouvriers, et enfin une dérive éventuelle entre salaires des ouvriers et salaires des autres catégories. Rétrospectivement, au niveau agrégé, l'incertitude sur le taux de croissance en moyenne annuelle de la masse salariale versée par les sociétés est de l'ordre de 0,5 %. Des travaux sont en cours pour améliorer ce traitement statistique grâce à la deuxième enquête, l'enquête semestrielle sur les gains.

En effet deux études récentes du Centre d'Etudes des Revenus et des Coûts (document n° 71, juillet 1984) et du Ministère du Travail, (à paraître dans la revue "Dossiers Statistiques Travail-Emploi"), permettent de rapprocher, mieux qu'on ne le faisait auparavant, les résultats comparables des deux enquêtes, gain horaire ouvrier et taux de salaire horaire ouvrier. Le gain horaire inclut, outre le salaire horaire, les éléments complémentaires du salaire versés régulièrement tous les mois : primes de rendement, etc... L'écart entre gains et taux, compte tenu des incertitudes statistiques qui affectent les deux mesures, permet donc d'apprécier l'évolution des primes.

	glissement annuel %			
	oct. 80 à oct. 81	oct. 81 à oct. 82	oct. 82 à oct. 83	oct. 83 à oct. 84
Gain horaire (corrige des jours ouvrables)	14,6	12,2	12,9	7,5
Taux horaire	15,2	12,5	12,3	6,6
Ecart	- 0,6	- 0,3	+ 0,6	+ 0,9

A ce titre les résultats des deux dernières années connues laissent entrevoir la possibilité d'un glissement des modalités de rémunération des ouvriers : moindre progression du taux de salaire, davantage de primes. Mais cette indication, encore fragile, demande confirmation.

de l'équation : moins la réduction anticipée de l'inflation est forte, plus l'indexation sur les prix passés équivaut à une indexation instantanée.

Dans la Fonction Publique, l'accord signé en début d'année prévoit une hausse de 4,5 % répartie en 3 étapes égales aux 1er février, 1er juillet et 1er novembre, ainsi que quelques mesures catégorielles (revalorisation des bas salaires et des carrières des instituteurs). Compte tenu de l'effet GVT (glissement vieillesse-technicité), qui s'ajoute à l'augmentation du point indiciaire, le salaire moyen des fonctionnaires augmenterait de 5,2 % en glissement, mais de seulement 4,2 % en moyenne<sup>1/</sup>.

Au total, la progression du taux de salaire dans les secteurs marchands comme dans la Fonction Publique sera proche de celle des prix à la consommation.

### 3. Coûts et prix de production

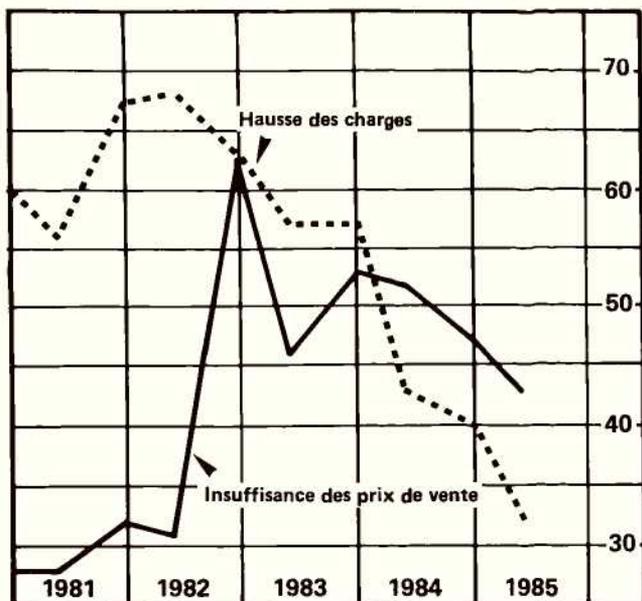
La hausse des coûts de production se ralentit régulièrement depuis 1982, entraînant les prix : en 1984, leur évolution redescend au second semestre à moins de 0,4 % par mois. Cette décélération s'interrompt au premier semestre 1985 : malgré la poursuite de la modération des évolutions salariales, les coûts augmentent de 0,5 % par mois.

Trois facteurs se conjuguent pour entraîner cette remontée des coûts unitaires : par ordre d'importance, la hausse du dollar au premier trimestre, à travers les importations énergétiques, a renchéri les coûts des consommations intermédiaires (qui entrent pour plus de la moitié dans la formation du coût unitaire total) ; la productivité a faiblement augmenté en raison de la baisse accidentelle de la production dans l'industrie hors énergie, liée à des conditions climatiques plus mauvaises que la normale au début d'année ; enfin, bien que les taux de cotisation restent inchangés, l'avancement des dates de recouvrement a occasionné pour certaines catégories d'entreprises le paiement supplémentaire d'une échéance au premier semestre.

Ces effets ne sont cependant que transitoires : dès le deuxième trimestre, le dollar retrouve le niveau du 4ème trimestre 1984. Grâce à la légère croissance de la production, les gains de productivité seraient d'environ 1 % par trimestre. La part des cotisations versées par les entreprises par rapport aux salaires retomberait au niveau de 1984.

Les coûts unitaires et les prix de production							variations semestrielles %		
1984				1985*					
84.I	84.II	MA		85.I	85.II	MA			
3,1	2,0	6,3	Coût unitaire total	3,3	0,9	4,8			
3,7	1,7	6,7	dont : consommation intermédiaire	3,5	1,2	5,1			
1,8	1,8	4,4	coût salarial unitaire	3,0	0,0	4,0			
3,2	2,6	6,7	Prix de production	3,1	2,0	5,4			

<sup>1/</sup> Ce chiffre intègre, dans le revenu 1984, la prime uniforme de 500 F. versée en mars au titre du rattrapage de l'année 1983.



## Trésoreries : les causes des difficultés récentes

INSEE/Enquête semestrielle sur la trésorerie dans l'industrie  
 Pourcentage brut des industriels ayant mentionné chaque cause par rapport au total interrogé.

Au total, les deux éléments essentiels des coûts de production, coût des consommations intermédiaires et coût salarial unitaire ralentiraient simultanément dès le deuxième trimestre et garderaient jusqu'à la fin de l'année une évolution très modérée : respectivement 0,2 % par mois pour les consommations intermédiaires et stabilité du coût salarial unitaire. Les enquêtes de conjoncture indiquent d'ailleurs que dans l'industrie cette modération exceptionnelle est déjà ressentie par les entreprises : en mai, la hausse des charges d'exploitation n'est plus citée, comme facteur pesant sur les trésoreries, que par le tiers des chefs d'entreprises.

Le ralentissement des prix de production serait également sensible, mais moindre que celui des coûts. La hausse des prix resterait autour de 0,3 % par mois. Dans l'industrie, les chefs d'entreprises ont répondu en mai à l'enquête de conjoncture sur la trésorerie que l'amélioration de leur situation financière entamée depuis deux ans était encore insuffisante. La diffusion de la baisse des coûts de production à l'ensemble de l'économie sera donc retardée par la poursuite du rétablissement des marges des entreprises industrielles.

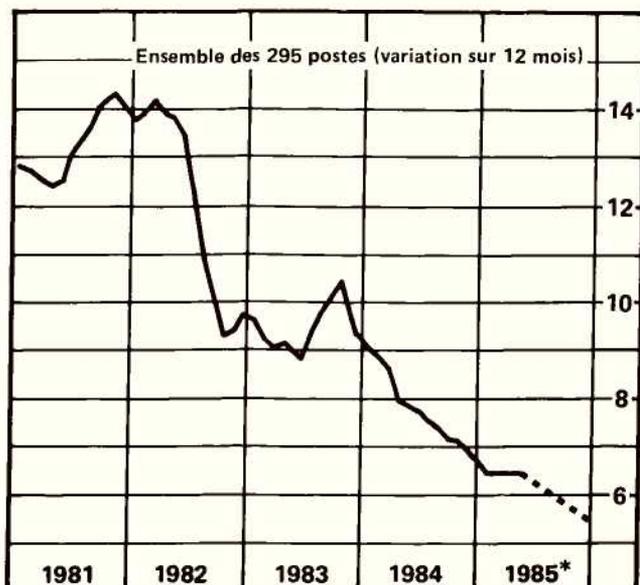
Les premiers bénéficiaires, à travers le ralentissement des coûts des produits importés, seront les entreprises du secteur énergétique qui avaient subi en 1984 une forte montée de leurs coûts de production non répercutés intégralement dans leurs prix.

Comme en 1984, les entreprises de l'industrie manufacturière profiteront aussi pleinement de la baisse des coûts : ce sont les secteurs où les gains de productivité sont les plus importants et le poids des consommations intermédiaires importées relativement lourd. Mais, contrairement à l'an passé, les prix augmenteraient quand même moins vite que ceux de l'ensemble des entreprises, poursuivant ainsi leur décélération : le glissement annuel reviendrait de 6,0 % à 4,3 %.

### 4. Les prix à la consommation

Sur les 5 premiers mois de l'année, la hausse des prix à la consommation atteint 3,0 %. Depuis janvier, les augmentations mensuelles sont comprises entre 0,5 et 0,7 %.

Cette évolution ne doit évidemment pas être extrapolée sur le reste de l'année -ce qui aboutirait à une hausse plus forte que l'an dernier-. En effet depuis le



Variation des prix à la consommation

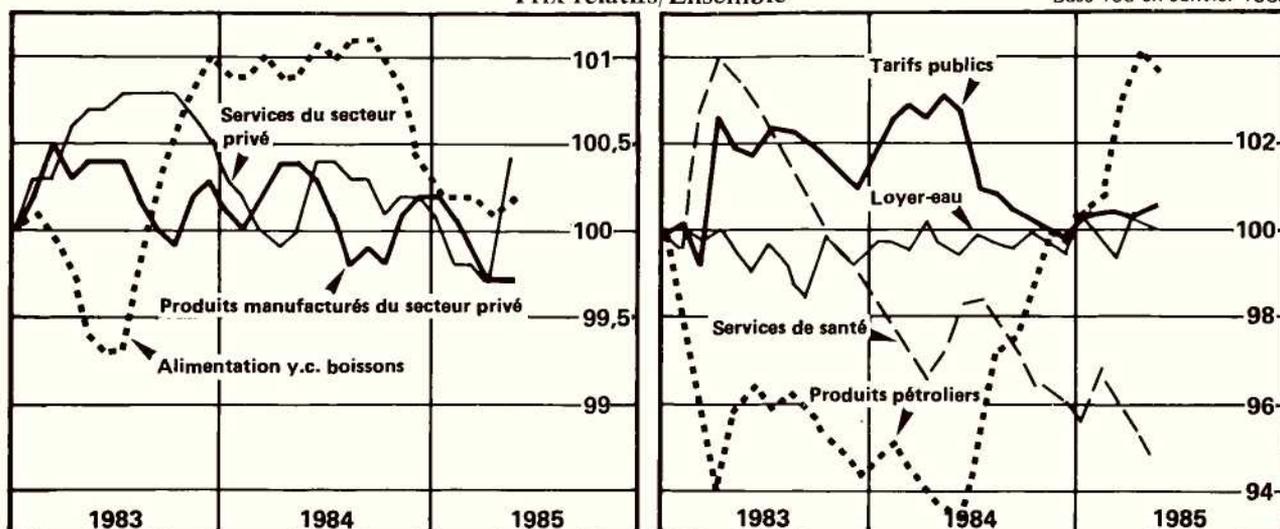
blocage des prix intervenu au second semestre 1982 et la réglementation ultérieure, l'indice des prix de détail est affecté d'une saisonnalité renforcée qui donne au 1er semestre une évolution supérieure en moyenne au second. Il est donc préférable d'en suivre les mouvements par référence au mois correspondant de l'année précédente, ou de manière équivalente, l'évolution du glissement annuel (calculé sur les 12 derniers mois). Or, en janvier ce glissement était redescendu à 6,5 %, niveau où il se trouve encore en mai.

La désinflation des prix à la consommation serait-elle stoppée ? Pour y répondre, il faut d'abord s'assurer, par secteurs, que la comparaison début 1985/début 1984 est bien justifiée, c'est à dire que le calendrier des hausses est le même. Cela est approximativement vérifié, à condition de raisonner en évolution semestrielle (pour les produits soumis à réglementation, les hausses interviennent plus ou moins tôt selon la date de signature de l'accord), et de traiter à part les produits pétroliers, dont l'évolution est influencée depuis un an par les mouvements du dollar, l'évolution du marché spot de Rotterdam et l'alourdissement de la fiscalité.

Hors produits pétroliers, l'évolution serait de 3,2 % au 1er semestre 1985 contre 3,8 % au 1er semestre 1984 : l'augmentation des prix des produits pétroliers masque donc, en début d'année, la poursuite de la décélération des prix des autres composantes de l'indice.

Ainsi pour l'alimentation, la croissance des prix reste modérée : à la faible évolution des prix agricoles à la production s'ajoutent la baisse des cours des matières premières importées et l'encadrement des produits des IAA (à environ 3 %). Toutefois, le ralentissement par rapport au 1er semestre 1984 aurait été plus net sans les conditions climatiques défavorables du début d'année, responsables de la vive remontée des prix des fruits et légumes : + 6,7 % de hausse entre janvier et mai alors qu'ils étaient auparavant orientés à la baisse ; soit une contribution de 0,8 % aux 3,0 % du poste alimentation sur le semestre<sup>1/</sup>. Cependant cette nette décélération ne devrait pas se poursuivre, car l'abondance de l'offre (récoltes exceptionnelles de céréales et de fruits et légumes, abattage de bovins) avait fortement pesé sur les cours au second semestre 1984.

1/ La méthode retenue pour le calcul de l'indice des produits frais, lissage des hausses sur 12 mois, atténue fortement l'effet de la vague de froid, en début d'année, mais en contre-partie le maintient jusqu'en janvier 1986.



C'est pour les produits industriels, que la moindre augmentation est la plus sensible, en particulier pour le textile-habillement. Toutefois, par rapport au calendrier de l'année dernière, le relèvement des prix de l'automobile a été repoussé au 1er juillet, date de libération des prix du secteur. Cela explique que la hausse prévue au second semestre ne soit pas plus faible, alors que pour les produits non encore libérés (environ 60 % des biens de consommation) l'augmentation accordée pour l'année a généralement déjà eu lieu.

Les services sont eux toujours soumis à réglementation : pour les services du secteur privé, les hausses permises par les accords de régulation sont comprises entre 3 et 3,5 % contre 4 à 5 % l'an dernier. Contrairement à 1984, ces hausses ont été autorisées en une seule fois dès le premier semestre. Aussi l'évolution est-elle restée forte sur la première moitié de l'année, mais devrait se ralentir notablement sur la seconde. Toutefois la prévision ne maintient pas sur 1985 l'effort de compression des marges effectué l'an dernier. Le dépassement de la norme risque donc d'être un peu plus important, et les prix des services du secteur privé retrouveraient une évolution supérieure à celle des produits manufacturés, 5,8 % contre 5,2 %.

Les loyers sont indexés avec retard sur l'évolution de l'indice du coût de la construction. De plus, l'indexation est complète en 1985 et non à 80 % comme les années précédentes ; la hausse serait donc relativement forte, de l'ordre de 6 %. Les services de santé progresseront plus vite qu'en 1984 : + 5,3 % sur l'année. Enfin, comme l'an dernier, les hausses de tarifs publics (hors produits pétroliers) sont concentrées en début d'année. Mais elles sont limitées autour de 4,5 %.

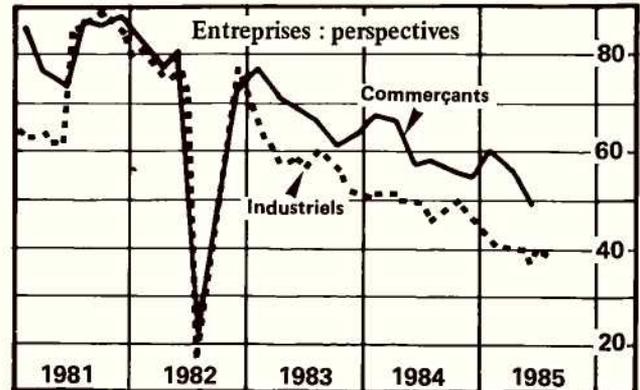
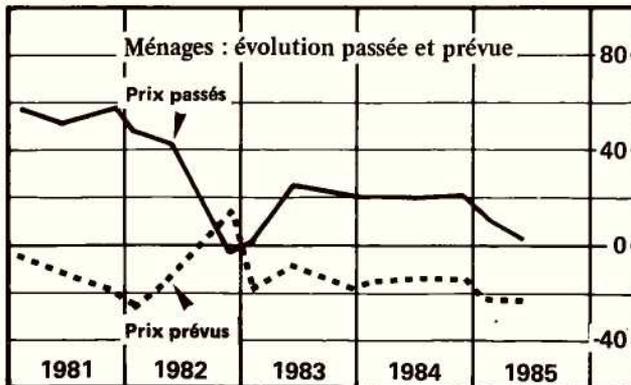
L'évolution des prix des produits pétroliers accentue la différence entre les deux semestres de 1985 : sur les quatre premiers mois de l'année, la hausse atteint 7 %. Elle résulte de l'augmentation de la TIPP et de la poursuite de la hausse du dollar. Les prix des carburants ont crû moins vite que ceux du fioul domestique, la libération des prix en février ayant intensifié la concurrence. Sur le reste de l'année, on peut s'attendre à une baisse des prix (voir chapitre sur les échanges énergétiques) : elle est déjà effective en mai et juin pour le fioul domestique ; elle ne se produirait qu'au second semestre pour les carburants.

Au total, la hausse des prix de détail atteindrait 5,5 % en glissement sur l'année. La désinflation serait moins prononcée qu'en 1984 où l'indice d'ensemble avait augmenté de 6,7 % contre 9,3 % en 1983. Certes, moins le rythme d'inflation est élevé, plus le gain devient difficile : les Pouvoirs Publics en avaient tenu

Prix de détail (295 postes)				Evolutions en glissement %				
1983	1984				Pond. 1985	1985		
GAm	84.I	84.II	GAm			85.I	85.II	GAm
10,1	3,7	2,3	6,1	Alimentation	25	3,0	3,2	6,3
9,2	3,7	2,9	6,7	Produits industriels du secteur privé	33	2,8	2,1	5,0
10,6	3,5	2,8	6,4	Services du secteur privé	16	3,8	1,9	5,8
5,6	4,4	4,3	8,8	Tarifs publics, énergie	15	5,0	-0,2	4,8
10,5	3,9	3,0	7,0	Loyers, eau	7	3,5	2,5	6,1
9,5	2,8	0,6	3,4	Services de santé	4	3,1	2,1	5,3
<b>9,3</b>	<b>3,7</b>	<b>2,9</b>	<b>6,7</b>	<b>Ensemble</b>	<b>100</b>	<b>3,4</b>	<b>2,0</b>	<b>5,5</b>
0,7	2,8	9,7	12,8	Produits pétroliers	6	6,5	-1,5	5,0
9,9	3,8	2,4	6,3	Ensemble hors produits pétroliers	94	3,2	2,2	5,5

compte, en adoptant un objectif initial moins ambitieux que les années précédentes en termes de différence (4,5 % au lieu de 5 % en 1984). Cependant, la plupart des agents économiques (industriels, commerçants, ménages), dans leurs réponses aux enquêtes de conjoncture, anticipent la poursuite du mouvement de désinflation (cf. graphique). Ceci conforte la prévision d'un ralentissement marqué de la hausse des prix au second semestre.

### Opinions sur l'évolution des prix



La production décline légèrement au premier trimestre, où l'activité est perturbée par la vague de froid. Dans l'industrie manufacturière, la baisse prévue en a été accentuée, surtout dans les secteurs de biens intermédiaires. Sur le reste de l'année, la nécessité d'un rattrapage et la meilleure orientation de la demande, intérieure en particulier, entraîneraient une croissance régulière, autour de 1 % par trimestre.

L'activité dans le BTP, très touchée par le froid,

se réduirait moins qu'en 1984, grâce à la stabilisation cette année du nombre de mises en chantier de logements.

L'amélioration de la situation des entreprises proviendrait principalement de la forte décélération des coûts unitaires de production, non intégralement répercutée dans les prix. Elle entraînerait l'arrêt de la baisse de l'investissement, qui continuerait à augmenter dans l'industrie concurrentielle.

---

### 1. La production et les stocks

La croissance du **PIB marchand** devrait être, dans l'ensemble des branches, plus faible en moyenne que l'an dernier : + 0,8 % en 1985 au lieu de + 1,9 %. En effet, après la forte activité enregistrée autour de la mi-84, la production décline légèrement pendant l'hiver, bien que l'effet de la vague de froid semble globalement neutre sur l'ensemble du premier trimestre - voir encadré -. Si, comme on le verra plus loin, le repli de l'activité dans l'industrie manufacturière et le BTP en a été accentué, un supplément de production d'énergie l'a compensé.

A partir du printemps, le PIB devrait retrouver une évolution positive, de l'ordre de 0,5 % par trimestre et s'accéléralent légèrement en fin d'année : l'augmentation en glissement sur l'année serait de 1,2 %. Le maintien de la croissance des services autour d'une tendance de 2,5 % l'an y contribuerait fortement. En revanche, deux secteurs en freineraient le rythme, après l'avoir amplifié l'an dernier : **l'agriculture**, où la prévision retient l'hypothèse d'un retour à la normale après le niveau exceptionnel atteint en 1984 ; **l'énergie** où la production resterait quasiment stable, malgré l'augmentation temporaire de la demande des ménages, l'équilibre entre offre et demande étant assuré par un léger déstockage.

#### 1.1. La production dans l'industrie manufacturière

En 1985, la production industrielle augmenterait de 2,2 % en glissement trimestriel, mais seulement de 1 % en moyenne, soit moins que l'année précédente (+ 1,7 %). L'hiver 84-85 a en effet été médiocre puisque plus de 2 points ont été perdus entre le troisième trimestre 1984 et le premier trimestre 1985 sans que cela puisse être imputé principalement à l'effet froid. Dès la fin 1984, d'après les chefs d'entreprises, le niveau de leur carnet de commandes en provenance de l'étranger baisse à partir d'un sommet atteint à l'été, sans que les commandes internes prennent le relais. Malgré la baisse de la production apparaît un léger stockage que les entreprises désirent résorber au premier trimestre.

## L'effet du froid

En janvier, une vague de froid inhabituelle a touché la France et ses voisins européens : sur l'ensemble du mois, d'après la Météorologie Nationale la température moyenne oscille, selon la région, entre 3 et 6° au dessous de la normale saisonnière.

Les effets du froid sont décrits, en détail, dans chaque chapitre. On se propose ici d'en mesurer l'impact sur l'ensemble de l'économie, en termes de comptabilité nationale. Certes, ce chiffre, en termes trimestriels, en atténue l'ampleur, car le froid ayant été limité à janvier, un rattrapage a déjà eu lieu au cours du trimestre.

Ce chiffre comporte en outre une part d'arbitraire puisqu'il se place en écart à la situation qui aurait été observée en l'absence de froid ; elle est appréhendée par les prévisions fournies dans les enquêtes de conjoncture ou à défaut par prolongement de la tendance. A cause de la fragilité d'une telle approche, seuls les postes où les évolutions observées et estimées divergent notablement seront étudiés.

### - La production

#### Variation de production au premier trimestre 1985

	observée en %	effet froid	
		en %	en Mds F. 70
Energie .....	+ 7,1	+ 7,1	+ 1,5
Produits manufacturés .....	- 0,8	- 0,5	- 0,7
BTP .....	- 4,2	- 3,7	- 1,0

L'effet froid semble donc globalement neutre sur l'évolution du PIB au premier trimestre, telle qu'elle est retracée par les Comptes Trimestriels. (Toutefois l'effet aurait été légèrement négatif si la production agricole et la production de logements n'étaient lissées sur l'année).

### - La consommation et l'investissement

La consommation des ménages augmente de 1,5 % au premier trimestre, dont 0,8 % peut être attribué au froid (essentiellement de l'énergie). L'investissement en BTP recule de 5,1 % : le froid interviendrait pour 4 % dans cette baisse, et exclusivement sur la FBCF des secteurs autres que les ménages.

### - Le commerce extérieur

Chiffrer les effets du froid sur le commerce extérieur est très difficile : il a aussi touché nos voisins européens, perturbant les échanges mais aussi l'offre et la demande de chacun des pays. On constate néanmoins au premier trimestre : pour les produits énergétiques, que les importations ont augmenté (consommation plus forte de fioul domestique et incidence du recours accru d'EDF aux centrales thermiques classiques), mais moins que la production ; pour les produits manufacturés, que les importations et les exportations de biens intermédiaires ont baissé plus que prévu.

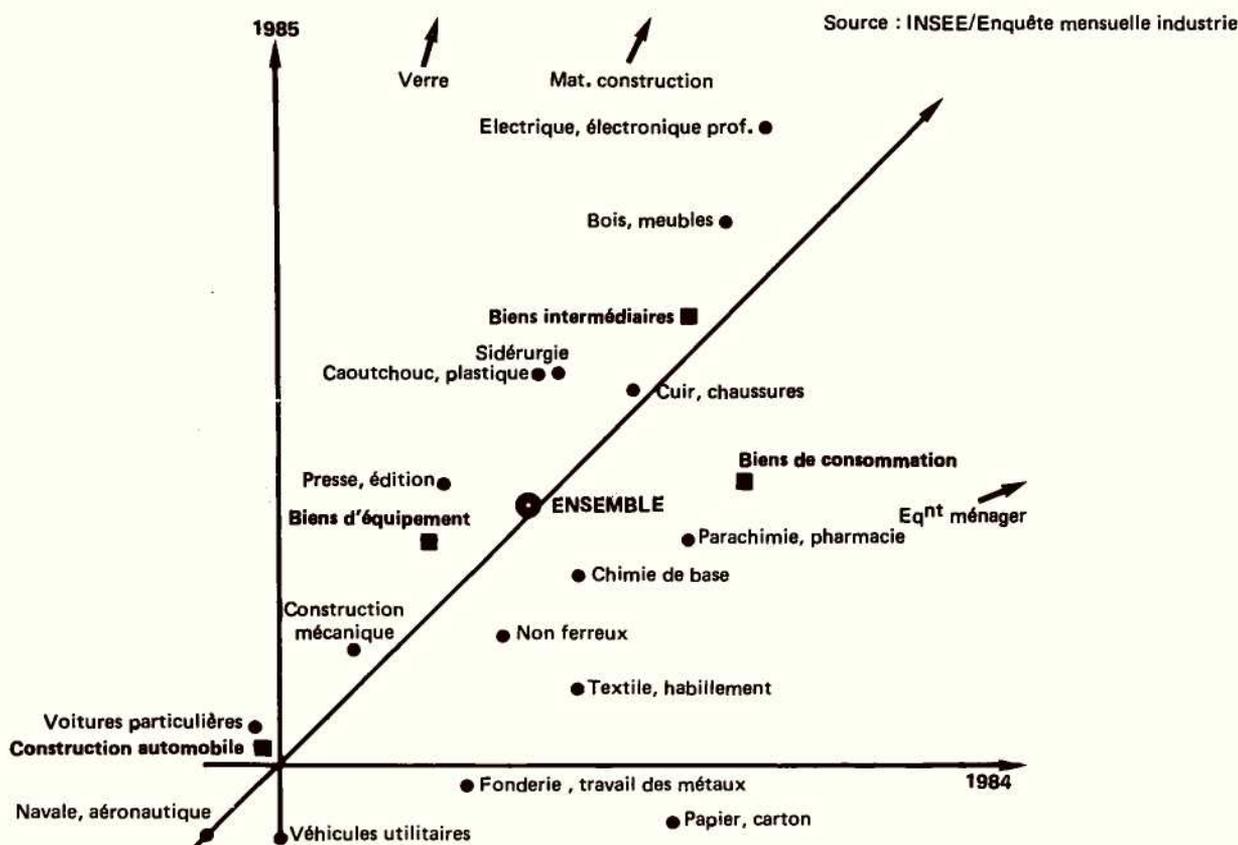
Au delà du premier trimestre, quel peut être l'effet de cette vague de froid ? Pour la plupart des variations mentionnées, le rattrapage entamé au cours du trimestre se poursuivra au deuxième (c'est la prévision faite dans cette note pour la production et les échanges de produits manufacturés, la production et l'investissement en BTP), sans qu'il soit possible d'affirmer s'il sera total. Le seul point déjà acquis est l'augmentation de la consommation d'énergie, assurée pour moitié par des importations supplémentaires au premier semestre de pétrole et de charbon, le reste étant prélevé sur les stocks.

Les conditions climatiques défavorables du début d'année, bien que jouant très différemment selon les branches, ont dans l'ensemble accentué cet ajustement, entraînant une baisse de production pour le second trimestre consécutif. Après un simple rattrapage au deuxième trimestre 1985, ce n'est qu'au second semestre que la croissance de la demande interne se conjuguerait à celle de la demande étrangère. En effet, celle-ci se poursuivrait sans toutefois renouveler sa performance de 1984. Une progression régulière de l'activité, à partir du point bas du premier trimestre, paraît ainsi assurée jusqu'à la fin de l'année, donnant de celle-ci une image plus favorable en glissement (+ 2,2 %) qu'en moyenne.

Les secteurs des **biens intermédiaires** sont ceux où les rudes conditions climatiques du début d'année ont été le plus ressenties. Poursuivant la tendance du quatrième trimestre 1984, la production de la totalité des produits a baissé au premier trimestre pour retomber au plus bas niveau observé depuis plus de deux ans.

L'ampleur du recul a dépassé les prévisions des chefs d'entreprise ; la chute en janvier a été importante dans certaines branches (chimie, sidérurgie, matériaux de construction) en raison des intempéries qui ont entraîné des difficultés d'approvisionnement ou nécessité des arrêts de fabrication. Un rattrapage a eu lieu dès février et mars, mais, comme l'offre, la demande a été perturbée : ainsi pour les matériaux de construction, la branche la plus touchée sur le trimestre, la chute de 10 % de l'activité du BTP a entraîné une baisse de production de 13 %.

### Evolution du décalage conjoncturel entre la France et l'étranger perçu par les entreprises industrielles



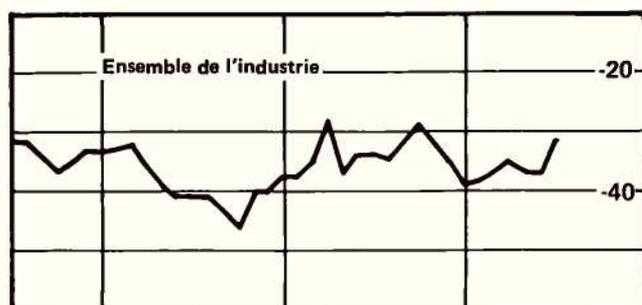
Pour indiquer, par secteur, comment évolue la perception par les entreprises du décalage conjoncturel entre la France et l'étranger, figurent, en abscisse et en ordonnée, la différence entre le niveau moyen du carnet de commandes étranger et celui du carnet total, respectivement en 1984 et au premier semestre 1985.

Ainsi les secteurs situés dans le premier quadrant (la plupart d'entre eux) sont ceux pour lesquels les industriels jugent leur carnet de commandes étranger mieux garni que leur carnet intérieur ; s'ils sont, de plus, situés au-dessous de la première bissectrice (comme les biens de consommation), l'écart s'est réduit entre 1984 et 1985.

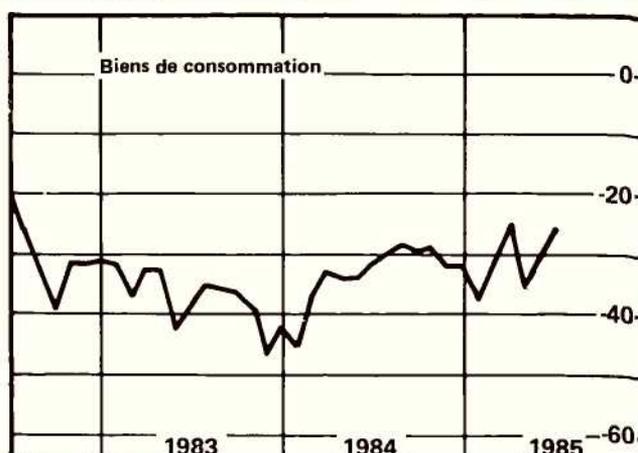
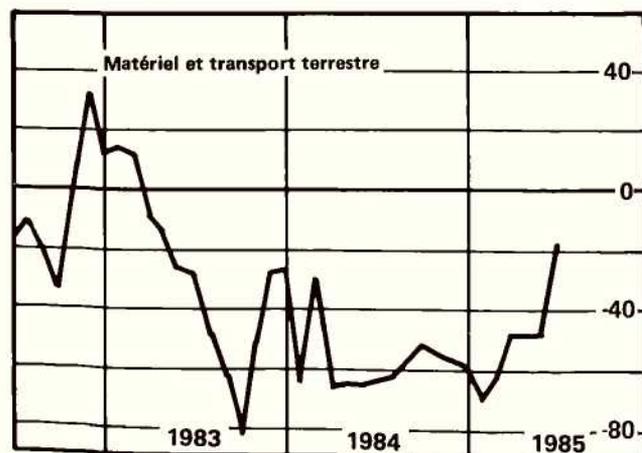
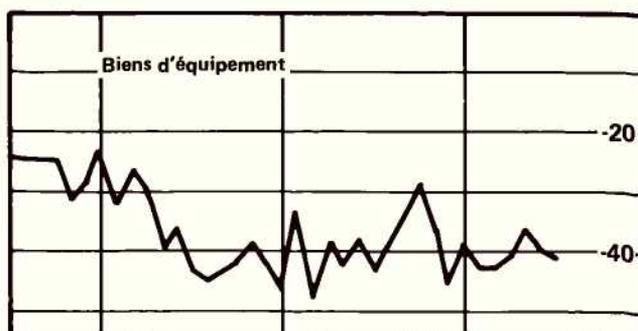
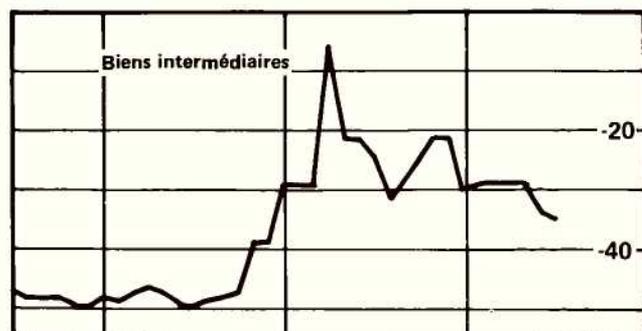
**Produits manufacturés : équilibre ressources-emplois résumé  
(volume au prix de l'année 1970)**

taux de croissance en %

1984							1985					
84.1	84.2	84.3	84.4	GAt	MA		85.1	85.2	85.3	85.4	GAt	MA
0,8	-0,7	3,1	-1,4	1,7	1,7	Production effective	-0,8	1,0	1,0	1,0	2,2	1,0
0,4	0,3	0,7	3,6	5,1	3,0	Importations	-0,5	-0,5	1,5	1,8	2,3	3,5
3,4	-3,7	4,7	1,1	5,4	7,6	Exportations	-1,4	2,5	0,5	1,0	2,6	3,1
-1,5	-0,5	0,4	-1,7	-3,3	-2,1	Consommation des ménages	1,6	-0,7	0,4	0,8	2,2	0,3
0,4	0,2	0,1	0,2	0,9	2,3	Consommation des APU	0,2	0,3	0,3	0,3	1,1	0,9
0,5	0,5	-0,8	-0,5	-0,3	1,1	FBCF totale	5,2	-3,7	0,9	0,9	3,2	2,3
0,4	1,2	-1,8	-0,7	-1,2	1,8	dont :						
						Entreprises	5,3	-3,8	1,0	1,0	3,3	1,9
-0,1	1,8	2,4	3,5	///	7,6	Variation de stocks (milliards de francs 1970)	1,5	1,8	2,8	3,5	///	9,6



**Commandes totales** INSEE/Enquête mensuelle industrie  
Soldes CVS



Le déstockage est néanmoins important : chez les producteurs les stocks de produits finis sont inférieurs à leur niveau normal ; chez les grossistes, après un gonflement transitoire en janvier-février dû à la faiblesse des livraisons, ils ont aussi retrouvé un bas niveau dès le trimestre suivant. Aussi les intentions de commandes des commerçants sont-elles bien orientées.

La situation est d'autant plus favorable à une reprise de la croissance, que le carnet étranger des producteurs s'est regarni. La hausse de l'activité au printemps compensera le recul enregistré cet hiver ; elle se poursuivra au second semestre, mais, au total, l'activité cette année ne se maintiendrait pas au niveau de 1984. L'inflexion de la croissance de la demande étrangère et la perte de compétitivité des produits français - la hausse des prix d'exportations a atteint 10 % en glissement en 1984 - toucherait particulièrement la chimie, les métaux non ferreux et le papier-carton. En revanche, les secteurs peu exportateurs en net repli en 1984 comme les matériaux de construction ou la fonderie-travail des métaux bénéficieraient en 1985 d'une conjoncture interne plus favorable (arrêt de la baisse du BTP, reprise dans l'automobile, progression de l'investissement des entreprises).

Paradoxalement, les secteurs produisant des **biens de consommation** courante ont profité, dans l'ensemble de la vague de froid, la consommation des ménages ayant été plus forte que prévu. Les stocks se sont néanmoins un peu gonflés chez les producteurs et les grossistes, les détaillants encore réservés sur les perspectives générales d'activité ne voulant pas reconstituer les leurs. Cela a dû entraîner un léger repli de l'activité au deuxième trimestre, correspondant à un creux passager entre la forte poussée de la demande étrangère de 1984, qui se tasse depuis trois mois, et la reprise de la demande intérieure. Celle-ci se ferait surtout sentir à la rentrée, suivant en cela le profil des revenus des ménages. On peut d'ailleurs noter que les intentions de commandes des commerçants et les perspectives d'activité des industriels se sont récemment redressées.

Hormis le premier trimestre, l'évolution de la production **d'automobiles** serait voisine de celle des autres biens de consommation : au mieux une stabilisation au deuxième trimestre, suivie d'une remontée. En début d'année, malgré la reprise des immatriculations, les constructeurs ont continué à réduire leur activité : par rapport à la fin 82, la chute est supérieure à 10 %. En effet, la demande se portant surtout sur les derniers modèles sortis, des stocks importants subsistaient pour les autres modèles. Pour diminuer le coût de ces stocks, qui pèsent sur leur situation financière, les producteurs ont recouru encore au deuxième trimestre à plusieurs jours de chômage conjoncturel dans de nombreuses usines. Mais les perspectives sont meilleures sur l'ensemble des marchés : la demande étrangère est en vive reprise depuis trois mois ; en France, le supplément de revenu distribué au second semestre devrait profiter aux ventes de voitures, les ménages ayant été contraints financièrement depuis deux ans de retarder le renouvellement de leur véhicule. Les intentions d'achat, exprimées dans l'enquête de conjoncture de mai, le confirment : elles sont supérieures à celles de l'enquête de mai 1984, même si pour les véhicules neufs, une proportion importante est constituée d'intentions douteuses ("oui, peut-être").

La production de **véhicules utilitaires** a légèrement augmenté en début d'année, malgré la faiblesse persistante de la demande de poids lourds. Le marché des petits utilitaires (moins de 5 tonnes) est en revanche dynamique, soutenu par la reprise de l'investissement des entreprises, et permettrait de maintenir la production à son niveau actuel.

La situation dans les secteurs des **biens d'équipement professionnel** est difficile à cerner : les industriels jugent leurs carnets de commandes aussi dégarnis qu'un an auparavant et leurs stocks plus élevés. Pourtant la production passée et prévue continue d'augmenter. Il semble néanmoins que la demande qui leur est adressée soit plus soutenue, au moins sur le marché intérieur : les ventes des grossistes, comme leurs intentions de commandes progressent.

La poursuite de la reprise de l'investissement en matériel des entreprises entraînera celle de l'activité, sans que s'estompent les différences d'évolution entre branches : l'activité sera soutenue dans les secteurs de l'électronique, de l'informatique et de l'aéronautique, grâce au renfort de la demande étrangère, légèrement en hausse dans la mécanique et la construction électrique et toujours en baisse dans la construction navale.

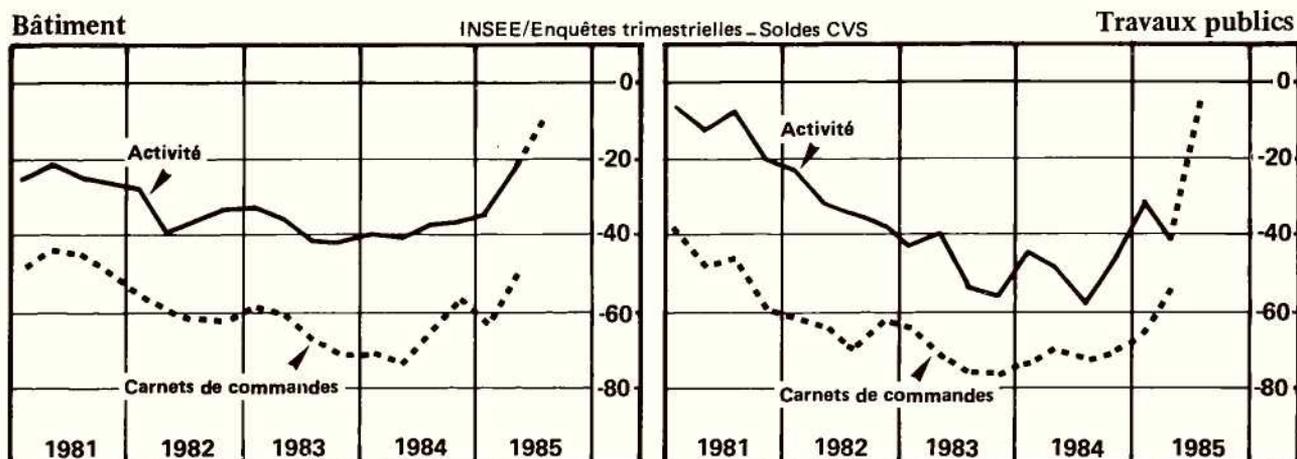
## 1.2. L'activité du bâtiment et des travaux publics

D'après les enquêtes de conjoncture, la demande adressée aux entreprises du **bâtiment et des travaux publics**, qui chutait depuis quatre ans, se serait infléchiée à la mi-84. Certes l'amélioration est encore fragile et n'a pu empêcher la poursuite de la baisse de l'activité au second semestre 1984. Le rythme en a toutefois été réduit.

L'évolution de l'activité au premier semestre 1985 ne permet pas encore de confirmer cette meilleure orientation de la demande : ce secteur est évidemment très sensible aux aléas climatiques. Or le froid a eu un double effet sur l'activité : arrêt des chantiers d'abord entraînant un rattrapage ; supplément de demande ensuite, pour réparer les dégâts occasionnés par le gel.

La production observée au premier trimestre est donc particulièrement basse, malgré une remontée vigoureuse en mars <sup>1/</sup>, ce qui explique pourquoi, d'après les enquêtes de conjoncture effectuées début avril, l'indicateur d'activité récente reste dans l'ensemble stable au niveau déclaré début janvier, avant la vague de froid. En revanche, l'activité prévue est en hausse sensible, surtout dans le gros oeuvre et les travaux publics, secteurs qui ont le plus souffert en début d'année.

Cette activité plus soutenue peut-elle se maintenir au-delà des vacances ? Dans le bâtiment, subsistent des travaux en retard à effectuer (quelques goulots de production liés à l'insuffisance de personnel sont en effet apparus à la dernière enquête) et la demande semble être mieux orientée : côté ménages, les professionnels attendent une stabilisation des mises en chantier de logement au niveau de l'an dernier, environ 295.000 (les difficultés de collecte de cette statistique ne permettent pas, au vu de la baisse importante enregistrée au premier trimestre,



(1) Dans les Comptes Trimestriels, cette évolution est moins heurtée, car la production de logements (comme la FBCF des ménages) est étalonnée à partir des mises en chantier lissées pour tenir compte des délais de construction. La baisse d'activité mesurée directement à partir des heures travaillées atteint environ 10 %.

de remettre en cause cette prévision). Les travaux d'entretien et d'amélioration, dont certains doivent être avancés pour réparer les dégâts causés par le froid, devraient se remettre à progresser, car le financement en est facilité par l'assouplissement des conditions d'octroi des prêts, la baisse des taux d'intérêt et l'accroissement de la possibilité de déduction fiscale. Côté entreprises, la construction de bâtiments semble également répartie, notamment dans le commerce et les services.

Mais, au total, l'évolution passée des mises en chantier, qui conditionne le volume actuel de l'activité, entraîne une nouvelle baisse de la production dans le bâtiment en 1985, légèrement moindre toutefois qu'en 1984.

Dans le secteur des travaux publics, la situation en début d'année a été autant perturbée que dans le bâtiment, mais l'évolution des carnets de commandes est plus favorable : les dépenses d'équipement des administrations devraient rester stables en 1985 et donc y maintenir l'activité.

## 2. Les résultats des entreprises

Les résultats des entreprises seraient restés stables au premier semestre 1985, mais reviendraient au second sur la tendance de nette amélioration qu'ils connaissent depuis 1983. En glissement, les ratios Excédent brut d'exploitation sur Valeur ajoutée et Epargne sur Valeur ajoutée augmenteraient de plus de deux points par rapport au quatrième trimestre 1984 lui-même en retrait, il est vrai, par rapport à l'été 1984. La progression en moyenne annuelle serait donc moins sensible.

Plusieurs facteurs, sans contredire cette tendance de fond, expliquent le contraste entre le premier semestre (plutôt bas) et le second (plutôt haut) : d'abord le profil de l'activité, médiocre pendant l'hiver et s'améliorant ensuite ; l'évolution du coût des consommations intermédiaires par rapport aux prix de production, très favorable au second semestre (voir chapitre prix-salaires). De plus, les cotisations sociales employeurs s'élèvent fortement en début d'année suite aux diverses mesures de réduction du délai de versement des cotisations par les entreprises. Cet effet de calendrier ne joue qu'une fois, vraisemblablement aux deux premiers trimestres de l'année (d'où le recul au second semestre) et expliquerait des versements accrus de 7 milliards de F. sur l'ensemble de l'année. Enfin la hausse de la fiscalité pétrolière se fait également sentir en début d'année.

Dans l'industrie, cette analyse est confirmée par les réponses des chefs d'entreprise à l'enquête de trésorerie : interrogés en mai, ils déclarent qu'au premier semestre leurs résultats d'exploitation ont stagné et leurs difficultés de trésorerie sont restées étales. Ils indiquent, en outre, que cela est dû à l'insuffisance de la demande, alors qu'au contraire leurs charges se sont réduites et les

Ratios sur les résultats des entreprises				moyennes semestrielles %		
1983 MA	1984			1985*		
	84.I	84.II	MA	85.I	85.II	MA
37,3	38,1	38,5	38,3	EBE/valeur ajoutée		
24,4	25,7	26,8	26,2	dont : SQS		
9,8	11,3	12,1	11,7	Epargne/valeur ajoutée (SQS)		
				38,3	39,6	39,0
				26,5	28,3	27,4
				11,8	13,3	12,6

tensions sur les prix ont donc diminué. Enfin, les industriels eux-mêmes s'attendent à une sensible amélioration de leurs comptes au deuxième semestre.

Au total, pour l'ensemble des entreprises, l'amélioration du ratio EBE/Valeur ajoutée résulterait de la poursuite de la modération des évolutions salariales et d'une stabilisation de la part des impôts liés à la production dans la valeur ajoutée (grâce à l'allègement de 10 milliards de F. de la taxe professionnelle par rapport au montant qui aurait dû être acquitté).

Cette croissance de l'EBE se retrouverait au niveau de l'épargne brute : en effet, l'augmentation de l'impôt sur les bénéficiaires, généré par les meilleurs résultats d'activité passés serait compensée par l'allègement des charges financières, la baisse des taux d'intérêt se conjuguant à un développement modéré de l'endettement.

La poursuite de l'amélioration des résultats des entreprises, jointe à la modération de la croissance de l'investissement, permettrait aux entreprises de s'autofinancer largement : le taux d'autofinancement serait d'environ 75 % en 1985 contre 70 % en 1984 et moins de 60 % en 1983.

### 3. L'investissement

En baisse continue depuis quatre ans, l'investissement des entreprises se stabiliserait cette année en volume (aux prix de l'année précédente ; ce qui correspond à une hausse de l'ordre de 1 % aux prix de l'année 1970). L'amélioration de la situation des entreprises serait le principal responsable de ce maintien.

La baisse de l'investissement des entreprises s'est poursuivie en 1984 : même si elle est peut-être plus faible que celle inscrite dans le compte annuel provisoire (en volume aux prix de l'année 1970 - 0,7 %) d'après les comptes trimestriels au lieu de - 1,8 % dans celui-ci), le retournement attendu ne s'est pas produit. Au contraire, la FBCF a continûment baissé au cours de l'année, ce repli s'accroissant même au second semestre.

Pourtant, la forte reprise dans l'industrie concurrentielle a bien eu lieu, comme l'a confirmé l'enquête de conjoncture de mars 1985 : elle aurait atteint 9 % en volume. En revanche, les dépenses d'équipement des Grandes Entreprises Nationales déclinant depuis plusieurs années se sont repliées au delà de leur tendance. Et la surprise, par rapport aux prévisions, est venue des commerces et services, où la chute aurait été de même ampleur que l'année précédente.

En 1985, les évolutions prévues de l'investissement dans l'industrie concurrentielle et les GEN (secteurs où on dispose de prévisions directes auprès des entreprises) continueront à diverger : par rapport à 1984, la hausse dans l'industrie se ralentirait ; la baisse dans les GEN également.

Mais l'amélioration prévue de l'investissement total des entreprises en 1985 reposera essentiellement sur une rupture de la tendance observée ces deux dernières années dans les **commerces et services**.

Comme on ne dispose pas dans ces secteurs très divers d'estimation directe de l'investissement, la prévision est donc fragile, mais tous les indicateurs disponibles montrent un retournement au premier semestre : d'après les grossistes, les ventes d'équipement de bureaux se sont redressées après un début d'année médiocre et les intentions de commandes restent bien orientées ; les immatriculations de petits véhicules utilitaires sont en nette reprise (il est sans doute plus difficile après deux années de baisse de différer encore le renouvellement du parc) ; suite à la remontée des permis de construire en 1984, la demande pour la construction et l'aménagement des bureaux et commerces est plus active.

Estimation de la FBCF par secteur (aux prix de l'année précédente)			
	Structure 1984 en %	Taux de variation en volume 1984/1983	Taux de variation en volume 1985/1984*
Hors logement .....	91,7	- 2,5	0,5
- GEN .....	20,1	- 7	- 5
- FBCF productive des autres SQS-EI	71,6	- 1	2
<i>dont :</i>			
- Industrie .....	32,3	9	6
- Agriculture .....	7,1	-12	- 3
- BTP .....	3,6	- 9	- 3
- Commerces-Services .....	28,6	- 7	0
Logement .....	8,3	- 7	- 6
TOTAL .....	100,0	- 3	0

Ce redressement devrait se poursuivre au second semestre : la meilleure orientation des revenus des ménages soutiendrait l'activité dans ces secteurs ; ainsi, les perspectives d'activité remontent chez les commerçants. Les évolutions favorables qu'ils prévoient pour l'écart entre leurs prix et leurs coûts leur permettront plus qu'en 1984 d'améliorer leur situation financière. L'investissement progresserait donc dans ces secteurs au cours de l'année, même si en moyenne il ne reste qu'au niveau de l'an dernier.

Dans les autres secteurs non industriels, les évolutions seraient moins favorables : dans le **bâtiment** l'activité étant mieux orientée la proportion d'entreprises prévoyant d'investir est plus forte qu'en 1984, mais dans les travaux publics la capacité de production disponible est toujours largement excédentaire. Pour l'ensemble du BTP, la baisse pourrait donc être réduite par rapport à 1984. Dans l'**agriculture**, l'arrêt du mouvement de décapitalisation du cheptel (qui constitue un désinvestissement en comptabilité nationale) masque une chute de l'investissement plus prononcée que l'an dernier : en particulier les achats de matériel agricole diminuent.

Quant à l'investissement dans l'**industrie concurrentielle**, il continuera à augmenter : selon les premiers résultats de l'enquête de conjoncture effectuée en juin auprès d'un échantillon d'entreprises, la hausse en volume serait de 6 % en 1985. La forte reprise de l'investissement en 1984 annoncée au début de l'année dernière aurait été un peu plus faible que prévue ; mais, en cumul sur 1984 et 1985, la prévision a légèrement crû au fur et à mesure du déroulement des enquêtes pour atteindre actuellement 15 %, les différences d'évolution entre les deux années s'estompant.

Cette forte reprise de l'investissement industriel, qui contraste avec l'évolution d'ensemble, provient du net redressement dès l'an dernier pour les entreprises de ce secteur de leur situation financière et de leurs perspectives d'activité, grâce surtout à la demande étrangère. Les entreprises industrielles françaises ne sont d'ailleurs pas les seules à bénéficier d'une situation propice à une reprise de l'investissement : les enquêtes effectuées dans l'ensemble de la CEE en mars-avril confirment que la hausse prévue cumulée sur 1984 et 1985 y serait de même ampleur qu'en France.

Les besoins sont donc d'autant plus importants face à cette vive concurrence étran-

gère. Aussi à la modernisation des industries de base (production des métaux, chimie-matières plastiques, papier-carton), qui se poursuivrait en 1985, s'ajouterait celle des secteurs de biens d'équipement (matériels électriques et électromécaniques, mais aussi construction mécanique et aéronautique).

L'observation du début d'année est cohérente avec la **prévision globale**. En effet au 1er trimestre, l'investissement se redresse, + 3 %, effaçant ainsi le glissement des deux années précédentes. Ce redressement aurait été encore plus spectaculaire, si la vague de froid de janvier n'avait entraîné une baisse de près de 5 % de la composante construction. Les achats de biens d'équipement professionnel ont atteint un niveau record, comme en témoigne les importations de biens de construction électrique. Les achats de véhicules utilitaires ont aussi connu une forte progression. Après une compensation partielle au deuxième trimestre (le montant d'importations retrouvant un niveau normal), l'investissement devrait poursuivre sa progression au second semestre : sur l'ensemble de l'année, cette progression serait due au matériel électrique professionnel mais aussi au matériel de transport, alors que l'investissement en produits de la mécanique stagnerait, et la partie construction continuerait à baisser.

